

Nous publions ici la traduction française d'un texte rédigé – avant les élections municipales et régionales – par trois sociologues, membres du collectif de recherche interdisciplinaire madrilène [Observatorio Metropolitano](#). Initialement publié sur le site [Público.es](#) début mai, il a également été publié en anglais par la revue [Jacobin](#). Il peut se lire conjointement avec le texte de [Jaime Pastor](#) précédemment mis en ligne.

Le débat stratégique à l'intérieur de Podemos est devenu une affaire publique. Hier, c'était Pablo Iglesias en personne qui apportait sa contribution au débat avec un article dont l'inspiration est ouvertement gramscienne. Mais au-delà des instances directives du parti, il s'agit de quelque chose qui intéresse tout le monde : les nombreuses personnes et les larges couches sociales qui souhaitent une transformation en profondeur de la réalité politique espagnole. Ce qui avait commencé par un bruit de fond après le bulldozer de Vista Alegre¹ est désormais une clameur. La stratégie populiste de la "machine de guerre électorale" qui était orientée vers une guerre-éclair, résolue dans une victoire rapide et écrasante, est devenue erronée dans ses propres termes. Le champ de bataille qu'elle avait choisi pour mesurer ses forces — celui des sondages électoraux et du marketing politique — s'est retourné contre elle.

Il convient de se rappeler quel fut le premier coût de cette stratégie : la renonciation à la création d'un parti à la hauteur du 15M², en mesure de donner un sens organique, cohérent du point de vue territorial et sectoriel, à une situation qu'on peut qualifier de débordante en termes de volonté de participation. Plus de mille "cercles" sont apparus en quelques mois dans tout le territoire et des dizaines de milliers de personnes se sont approchées du nouveau parti dont le nom était une conjugaison verbale³. Cependant, du point de vue de la guerre-éclair, les cercles ont été signalés comme un obstacle "militant". S'ils avaient un véritable poids dans l'organisation — disait-on — ils ne feraient que faire obstacle à une communication plus large avec les majorités sociales non mobilisées. Les stratèges de Podemos signalaient ces mêmes couches sociales où les politologues localisaient depuis des années les grands réservoirs de voix. Pour cette raison, à partir d'une opposition stéréotypée entre les "militants" et la "citoyenneté", ou sous un terme encore plus "décaféiné" : "les gens", les cercles furent supprimés en tant que position réelle de pouvoir ou de contre-pouvoir au sein du parti, en faveur d'une supposée communication sans médiations avec le malaise des "gens normaux". De façon conséquente, les lignes qui critiquaient ce modèle tombèrent l'une après l'autre sous un même chef d'accusation : la complaisance dans le minoritaire et la peur de conquérir le pouvoir.

Le problème, ou un des problèmes, est que, comme les grands mouvements de masse des XIXe et XXe siècles ne l'ignoraient pas, les organisations structurées du bas vers le haut ne sont pas seulement plus démocratiques, mais elles fournissent aussi des sources d'information directe sur les différents scénarios politiques et sur la stratégie nécessaire pour y évoluer. Depuis l'enquête ouvrière de Marx, jusqu'au syndicalisme révolutionnaire des débuts du XXe siècle, les mouvements de transformation ont compris qu'il faut une information directe sur les phénomènes sociaux et la conjoncture politique, au moins si l'on veut construire et organiser les réalités politiques émergentes et non seulement répliquer et reproduire les éléments idéologiques plus statiques de la conjoncture. Autrement dit, une organisation avec des voies d'information et de décision du bas vers le haut ne reflète pas seulement un choix pour la démocratie, mais devient indispensable pour que le mouvement-parti soit un catalyseur de la transformation au lieu d'en être le frein.

S'étant privé volontairement de l'organisation, Podemos s'est vu obligé à prendre une série

de décisions exclusivement fondées sur les enquêtes d'opinion, les débats télévisés et les sondages électoraux. La principale objection face à une telle stratégie est que, dans des sociétés complexes, cette idéologie de la communication directe avec les gens qui est censée transformer le malaise spontané en hégémonie électorale, est pratiquement une chimère. Il ne faut pas prendre trop de recul pour lui trouver des antécédents proches, mais dans un contexte différent. Dans la phase ascendante du cycle économique, le gouvernement Zapatero a aussi employé cette méthode pour entretenir l'illusion d'un progressisme culturel jusqu'à ce que cette illusion fut littéralement triturée par la crise économique.

En dernière instance, la stratégie de Podemos est finalement retournée à un centre politique qui aujourd'hui ne saurait que revivre les catégories politiques qui étaient centrales avant la déstabilisation impulsée par le 15M. La déclaration subjective : "je suis centriste" signifie la même chose que "je suis de classe moyenne" et n'a que peu de sens dans un contexte où les bases matérielles de la classe moyenne sont en train de s'effondrer. Ce geste est aussi particulièrement catastrophique dans un parti dont la principale réussite, à ce jour, reste l'audace d'avoir rompu avec la situation d'impasse où se trouvait la politique après le 15M. Si ses fondateurs avaient prêté attention aux enquêtes à ce moment-là, Podemos n'existerait pas.

Après avoir atteint son pic de croissance électorale aux alentours de janvier 2015, Podemos est entré dans une phase de stagnation suivie d'une phase de déclin. Mais il y a pire : le "recentrement" du discours qui a accompagné cette stratégie électoraliste a créé les conditions pour la montée de Ciudadanos comme la force politique de la régénération du régime politique. Aucune autre formation n'aurait pu entrer sans le trou que Podemos avait ouvert. Le paradoxe étant que le fait même d'avoir ouvert cette brèche créa le cadre qui permettait à d'autres de la remplir. L'insistance à ne pas se définir en termes de programme, à utiliser la corruption comme le terrain central de jeu — avec sa tendance très nette à viser des personnes concrètes, ce qui ouvre la porte au remplacement des élites et à la régénération — et à éviter les fractures qui existent de fait entre les nombreux secteurs qui composent "les gens", a permis finalement qu'un parti "de copains" comme Ciudadanos, qui évolue avec beaucoup plus de souplesse sur ce terrain, l'emporte dans les sondages. Simplement "les gens" préfèrent l'original à la copie.

À la lumière de ces résultats, rien de ce qui vient d'être dit ne pourra plus passer pour une critique *underground* du *mainstream* podemiste. Que cela plaise ou pas, nous sommes devant un débat stratégique. La bruyante démission de Juan Carlos Monedero⁴ jeudi dernier [*fin avril* - NDLR] après des déclarations qui reprenaient le sens des discours critiques avec la stratégie populiste/centriste, a fait en sorte que le débat soit lancé avec force et de façon irréversible. Nous pourrions évidemment douter de la sincérité des déclarations de Monedero, compte tenu du fait qu'il avait été lui-même un des responsables les plus enthousiastes du modèle Vista Alegre. Il serait cependant erroné d'axer le débat sur sa personne. En fait, le pire qui pourrait arriver à Podemos en ce moment ce serait que cette chance unique pour le débat en vienne à ressembler à une simple joute de notables. Bien sûr, il y a et il y aura des noms propres, mais contrairement aux luttes entre Susana Díaz et Pedro Sánchez⁵, dans Podemos il existe deux options stratégiques en lice au lieu d'une simple lutte pour le contrôle de l'appareil du parti. Le seul choix réel est de saisir ce moment pour lancer un débat organisé et pluriel d'où doit sortir un nouveau Podemos, qui développerait sur les axes stratégique et organisationnel la force d'affrontement et de rupture du premier Podemos. Au moins si nous ne désirons pas nous enfoncer dans les erreurs déjà commises et jeter définitivement aux orties cette opportunité historique de

changement.

Sans doute certains considéreront en suivant la même logique qui a porté Podemos jusqu'ici, que le pari pour un processus de refondation en pleine période d'élections — toute l'année 2015 est une période électorale — est une aventure qui peut coûter beaucoup de voix. "La division interne est ce que l'électeur punit le plus" : tel est un de ces lieux communs — ainsi que: "il faut conquérir le centre politique" — qui sont ressassés par la politologie et la sociologie électorale depuis des années. Mais ces énoncés se réfèrent à des conjonctures de stabilité politique, économique et institutionnelle ; des conjonctures du passé, très différentes de celles que nous vivons aujourd'hui. La vitesse du changement qui a fait qu'un parti de copains comme Ciudadanos, composé de politiciens de droite recyclés et de d'opportunistes politiques de tout poil, ait fait irruption en quatre mois à peine, peut faire qu'un nouveau Podemos retrouve sa capacité de s'affronter au gouvernement oligarchique.

Pour cette raison, après les élections de mai, il faut parier pour une nouvelle assemblée constituante du parti. Dans le cadre de cette nouvelle assemblée citoyenne, on devrait revoir et démocratiser le modèle d'organisation et, en même temps, définir le débat stratégique dans de nouveaux termes. Celle-ci pourrait être notre seule chance de retrouver l'espoir de changement qui avait attiré tant de secteurs sociaux et de récupérer Podemos comme l'instrument de transformation et de capacité d'action [*empowerment*] populaire qu'il nous faut pour gagner les élections et, au-delà pour forcer la rupture constituante avec le régime de '78.

Nos contenus sont placés sous la licence Creative Commons ([CC BY-NC-ND 3.0 FR](https://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/)). Toute parution peut être librement reprise et partagée à des fins non commerciales, à la condition de ne pas la modifier et de mentionner auteur.e(s) et URL d'origine activée.

Image en bandeau via Wallpaper.net

références

références

- ↑ **1** Après l'assemblée de Vista Alegre (Madrid) le secteur dirigé par Pablo Iglesias obtint dans les élections au conseil citoyen et les autres organes centraux de Podemos 100% des postes, un succès "à la bulgare". La méthode électorale majoritaire modulable employée a fait l'objet de critiques.
- ↑ **2** Le 15 mai 2011, une manifestation de jeunes sans emploi et précaires se transforma en une occupation prolongée des places des principales villes espagnoles. Les places occupées devinrent un haut lieu de démocratie dans un régime enfoncé dans la crise économique, sociale et politique.
- ↑ **3** Podemos, en espagnol signifie "nous pouvons".
- ↑ **4** Fondateur de Podemos et membre de la direction.
- ↑ **5** Respectivement, présidente de la communauté autonome andalouse (PSOE) et secrétaire général du PSOE.